



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/69/10  
12 mars 2013

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-neuvième réunion  
Montréal, 15 – 19 avril 2013

**PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI POUR LA PÉRIODE 2013-2015**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le présent document propose un résumé des activités prévues par l'ONUDI pour éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) durant la période de planification 2013-2015. Il contient aussi les indicateurs d'efficacité du plan d'activités de l'ONUDI et des recommandations qui sont soumis au Comité exécutif pour examen. Le texte détaillé du plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2013-2015 est joint en annexe au présent document.
2. Le tableau 1 présente, par année, la valeur des activités incluses dans le plan d'activités de l'ONUDI selon les catégories "requis pour la conformité" et "non requis pour la conformité".

Tableau 1

### RÉPARTITION DES RESSOURCES PRÉVUES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI, TEL QUE SOUMIS AU COMITÉ EXÉCUTIF (2013-2015) (000 \$US)

Requis/Non requis selon le modèle	2013	2014	2015	Total
<b>Requis pour la conformité</b>				
APA approuvés (y compris les PGEH) et coûts standard	38 826	28 532	29 871	97 228
PGEH – Phase I	2 485	3 565	818	6 868
PGEH – Phase II	0	6 013	30 072	36 086
Préparation des PGEH – Phase II	1 244	2 733	1 172	5 148
BM	75	321	0	396
<b>Non requis pour la conformité</b>				
Destruction des SAO	1 020	0	0	1 020
Assistance technique concernant les activités liées aux HCFC (température ambiante élevée)	428			428
BM	0	73	0	73
<b>Grand total</b>	<b>44 077</b>	<b>41 236</b>	<b>61 933</b>	<b>147 247</b>

3. L'ONUDI a inclus des activités d'une valeur de 44,1 millions \$US pour 2013 et d'une valeur totale de 147,2 millions \$US pour la période 2013-2015.

#### Accords pluriannuels (APA) et coûts standard

4. Le tableau 2 fournit des informations sur les APA, le renforcement des institutions et les activités de base de l'ONUDI qui sont jugés requis pour la conformité dans le cadre du plan d'activités.

Tableau 2

### ACTIVITÉS REQUISES POUR LA CONFORMITÉ CONCERNANT LES APA ET LES COÛTS STANDARD (2013-2015)

Requis selon le modèle	2013	2014	2015	Total
APA approuvés	35 840	25 499	26 856	88 195
Activités de base	2 012	2 027	2 041	6 080
Renforcement des institutions	974	1 006	974	2 953
<b>Total (activités requises pour la conformité concernant les APA et les coûts standard)</b>	<b>38 826</b>	<b>28 532</b>	<b>29 871</b>	<b>97 228</b>

5. Le montant associé aux APA pour la période 2013-2015 comprend 84,4 millions \$US pour des activités liées aux HCFC, 1,9 million \$US pour des activités liées au bromure de méthyle et 1,9 million \$US pour des activités de production de bromure de méthyle.

6. Les niveaux de financement pour le renforcement des institutions ont été arrêtés jusqu'en 2015, en application de la décision 61/43 b). Lors de sa soixante-troisième réunion, le Comité exécutif a décidé de maintenir, aux fins de planification, les niveaux actuels de financement du renforcement des institutions jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur les niveaux réels (décision 63/5 b)). Cependant, il a été fait état d'informations dans les plans d'activités pour la période 2013-2015 et suivantes jusqu'en 2020.

7. Bien que les niveaux de financement du renforcement des institutions et le calendrier de soumission de ces demandes soient connus, l'ONUDI a inclus dans son plan d'activités des montants relatifs au renforcement des institutions qui varient de 1,4 million \$US par rapport à ceux qui sont autorisés au titre de la structure actuelle du financement pour la période 2013-2020 (y compris 55 872 \$US pour la période 2013-2015), ainsi que des demandes concernant des années pour lesquelles ces montants n'étaient pas exigibles. Les ajustements proposés par le Secrétariat modifieraient le plan d'activités de l'ONUDI en fonction de la date à laquelle les financements alloués pour la reconduction des projets de renforcement des institutions sont exigibles en tenant compte des dernières demandes de financement des projets de renforcement des institutions, qui ont été approuvées et de la structure actuelle du financement.

8. Aucune question n'a été posée sur l'augmentation annuelle (0,7 pour cent) des coûts des activités de base qui a été projetée.

## **ACTIVITÉS LIÉES AUX HCFC**

### **Plans de gestion de l'élimination des HCFC (Phase I) (PGEH) et préparation de projets d'élimination des HCFC**

9. Le plan d'activités de l'ONUDI inclut des activités dans quatre pays autres que ceux qui ont un faible volume de consommation de SAO, parmi lesquelles le financement des PGEH (phase I) à hauteur de 4,5 millions \$US pour la période 2013-2015 n'a pas encore été approuvé. Le plan d'activités inclut également un montant de 103 255 \$US pour la période post 2015.

10. Pour les pays autres que ceux qui ont un faible volume de consommation de SAO (PFV), le niveau de financement d'une activité, est supérieur au seuil du ratio coût-rentabilité pour le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération. La décision 60/44 f) xv) établit un seuil de 4,50 \$US/kilogramme (kg). Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au niveau maximum autorisé pour le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération dans les pays autres que ceux qui ont un faible volume de consommation de SAO (PFV), en application de cette décision, et ils réduiraient de 9 700 \$US le niveau de financement total de ce projet, le tout pour la période 2013-2015.

11. En outre, des projets supplémentaires concernant trois pays ont été pris en compte en dehors du cadre des activités relatives aux PGEH (phase I) pour un montant de 2,4 millions \$US. Ces demandes relèvent de différentes décisions autorisant ces pays à soumettre des projets supplémentaires au cours de

la mise en œuvre de la phase I. Les ajustements proposés par le Secrétariat concernant une activité limiteraient le niveau de financement au montant maximum autorisé fixé à 4,50 \$US/kg pour le secteur de la réfrigération/climatisation dans les pays autres que ceux qui ont un faible volume de consommation de SAO (PFV) et ils réduiraient le niveau de financement total de ces projets de 356 835 \$US, le tout pour la période 2013-2015.

#### PGEH/Préparation de projets d'élimination des HCFC (Phase II)

12. Lors de sa soixante-troisième réunion, le Comité exécutif a décidé que la préparation de projets entrant dans le cadre de la phase II pouvait être financée et être prise en compte dans les plans d'activités de la période 2012-2014 avant l'achèvement de la phase I (décision 63/5 f) i)). Le niveau de financement total de la préparation des projets relevant des PGEH (phase II) s'élève à 5,1 millions \$US pour la période 2013-2015.

13. L'ONUDI a proposé dans son plan d'activités des montants qui dépassent de 1,9 million \$US le niveau maximum autorisé pour la préparation de projets concernant les PGEH et les projets d'investissement relatifs aux HCFC, en conformité avec les décisions 55/13 et 56/16, pour la période 2013-2020 (y compris un montant de 223 738 \$US pour la période 2013-2015). Les ajustements proposés par le Secrétariat réduiraient le niveau de financement indiqué dans le plan d'activités de l'ONUDI. Les directives relatives à la préparation de projets concernant les PGEH (phase I) qui ont été appliquées dans les demandes de préparation de projets de la phase II ont été établies à partir des chiffres de la consommation de HCFC de 2007 et ces directives n'ayant pas été mises à jour, elles n'ont pas remplacé ces chiffres par des statistiques fiables sur la consommation de HCFC.

#### Activités liées aux PGEH (phase II) dans les PFV

14. L'ONUDI est la seule agence qui a inclus des activités ayant pour objectif une réduction de 100 pour cent des données de référence. Le Secrétariat propose d'éliminer ces activités puisqu'elles ne sont pas en conformité avec la décision 62/10 bien qu'elles débutent en 2019. En outre, aucune autre agence n'a inclus de financement pour une élimination totale des HCFC. Le niveau de financement total de ces projets s'en trouverait réduit de 11,8 millions \$US pour la période allant de 2016 à après 2020.

#### **Activités liées aux HCFC (phase II) dans les pays autres que ceux qui ont un faible volume de consommation (PFV)**

##### Secteur de l'entretien

15. Le montant total du financement pour des projets dans le secteur de l'entretien en réfrigération pour les pays autres que les PFV s'élève à 6,6 millions \$US et représente une réduction de 83,1 tonnes PAO pour la période 2013-2015. La décision 60/44 f) xv) établit un seuil de 4,50 \$US/kg. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximum autorisé de 35 pour cent des données de référence pour le secteur de l'entretien dans la réfrigération dans les autres pays conformément à la décision et réduiraient de 110,8 millions \$US le niveau total de financement pour la période allant de 2013 à après 2020 (y compris 6,2 millions \$US pour la période 2013-2015).

##### Mousses

16. Le montant total du financement des projets pour le secteur des mousses est de 3,6 millions \$US et représente une réduction de 75 tonnes PAO pour la période 2013-2015. Une combinaison de l'étude de réapprovisionnement préparée en 2008 et de la décision 60/44 f) a établi un seuil de 10,65 \$US 6,92/kg

pour le secteur des mousses. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal convenu pour le seuil du ratio coût-rentabilité et réduiraient de 3,6 millions \$US le montant total du financement de ces projets, le tout pour la période 2013-2015, afin de parvenir à une réduction de 35 pour cent des données de référence.

#### Mousse de polystyrène extrudé (XPS)

17. Le plan d'activités de l'ONUDI n'inclut pas de financement pour la mousse de polystyrène extrudé pour la période 2013-2015. Cependant, le montant total du financement pour des projets de mousse XPS s'élève après 2015 à 128,4 millions \$US et représente une réduction de 632 tonnes PAO. Une combinaison de l'étude de réapprovisionnement préparée en 2008 et de la décision 60/44 f) établit un seuil de 6,92 \$US/kg métrique pour le secteur des mousses. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal convenu pour le seuil du ratio coût-rentabilité et réduiraient de 97,9 millions \$US le niveau de financement de ces projets pour la période allant de 2016 à après 2020, afin de parvenir à une réduction de 35 pour cent des données de référence.

#### Mousse rigide

18. Le montant total du financement pour des projets de mousse rigide, incluant le sous-secteur de l'isolation à la mousse rigide dans la réfrigération, s'élève à 10,9 millions \$US et représente une réduction 156,8 tonnes PAO pour la période 2013-2015. La décision 62/13 établit un seuil de 7,83 \$US/kg avec un dépassement maximal de 25 pour cent de ce seuil pour des solutions de remplacement avec faible effet de réchauffement planétaire. Il n'y a aucun ajustement dans cette catégorie. Cependant, lors de sa soixante-sixième réunion le Comité exécutif a décidé d'ajuster les plans d'activités des agences bilatérales et des agences d'exécution en appliquant le seuil du ratio coût-rentabilité à tous les projets concernant les mousses et réduirait le niveau total de financement de ces projets de 21,1 millions \$US pour la période 2013-2020 (y compris un montant de 8,5 millions \$US pour la période 2013-2015) afin de parvenir à une réduction de 35 pour cent des données de référence.

#### Secteur général de la réfrigération (y compris les activités manufacturières, l'assemblage et le transport)

19. Le montant total du financement pour des projets dans le secteur de la réfrigération s'élève à 15 millions \$US et représente une réduction 129 tonnes PAO pour la période 2013-2015. Une combinaison de l'étude de réapprovisionnement préparée en 2008 et de la décision 60/44 f) établit un seuil de 10,65 \$US/kg pour le secteur de la réfrigération. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal convenu pour le seuil du ratio coût-rentabilité et réduiraient de 51,2 millions \$US le montant total du financement de ces projets pour la période 2013-2020 (y compris, un montant de 8,5 millions \$US pour la période 2013-2015) afin de parvenir à une réduction de 35 pour cent des données de référence.

#### Réfrigération/climatisation

20. Le plan d'activités de l'ONUDI n'inclut pas de financement pour le secteur de la réfrigération/climatisation pour la période 2013-2015. Toutefois, le niveau total de financement des projets dont la mise en œuvre est prévue après 2015 est de 194,7 millions et il représente une réduction de 1 018,7 tonnes PAO. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal convenu pour le seuil du ratio coût-rentabilité de 4,8 millions \$US et ils réduisent le niveau total de financement de ces projets de 148,2 millions \$US pour la période post 2015 afin de parvenir à une réduction de 35 pour cent des données de référence.

### **Bromure de méthyle**

21. Le plan d'activités de l'ONUDI a inclus un montant de 395 900 \$US (dont 53 500 \$US pour la préparation de projets) pour des projets liés au secteur du bromure de méthyle dans deux pays (Argentine et Soudan (le)) pour la période 2013 et 2014.

## **ACTIVITÉS NON REQUISES POUR LA CONFORMITÉ**

### **Activités de destruction des SAO**

22. Le plan d'activités de l'ONUDI inclut 1,02 million \$US pour des projets de démonstration qui entraîneraient la destruction de 107,2 tonnes PAO de SAO en 2013. Sur ce total, un montant de 320 000 \$US est affecté aux activités de destruction de SAO dans les PFV en 2013, ce qui entraînerait la destruction de 43,2 tonnes PAO.

### **Température ambiante élevée due aux HCFC**

23. Le plan d'activités de 2013 inclut 428 000 \$US pour des projets d'assistance technique destinés aux pays à température ambiante élevée situés dans la région de l'Asie de l'ouest. L'ONUDI mettra en œuvre ce projet en coopération avec le PNUE. À sa soixante-sixième réunion, le Comité exécutif a décidé de maintenir ce projet dans le plan d'activités pour 2012 avec un financement ajusté de 250 000 \$US pour l'ensemble du projet (décision 66/5 b)). Les ajustements proposés réduiraient de 270 183 \$US le niveau de financement de cette activité. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner la nécessité d'éliminer, maintenir, ou maintenir et rééchelonner après 2013 la mise en œuvre des activités non requises pour la conformité, dans les plans d'activités, à la lumière des restrictions budgétaires qui frappent les activités requises pour la conformité.

### **Bromure de méthyle**

24. Le plan d'activités inclut 73 276 \$US pour des projets d'assistance technique en faveur d'activités liées au bromure de méthyle en Éthiopie. La préparation de projets a été approuvée pour l'Éthiopie à l'occasion de la cinquante-quatrième réunion. Depuis 2008, la consommation de bromure de méthyle en Éthiopie est nulle. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner la nécessité d'éliminer, maintenir ou maintenir et rééchelonner après 2013 la mise en œuvre des activités non requises pour la conformité - en attendant que soit résolu le problème en suspens des exigences pour la conformité -, à la lumière des restrictions budgétaires qui frappent les activités requises pour la conformité.

### **Impact des ajustements, découlant des décisions existantes du Comité exécutif, sur les plans d'activités tels que soumis**

25. Après avoir effectué les ajustements proposés ci-dessus, la valeur totale du plan d'activités de l'ONUDI pour 2013-2015 s'élève à 119,6 millions \$US, comme l'indique le tableau 3 suivant.

Tableau 3

**RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUUDI SOUMIS AU  
COMITÉ EXÉCUTIF, AVEC LES AJUSTEMENTS DÉCOULANT DE DÉCISIONS EXISTANTES DU  
COMITÉ EXÉCUTIF (2013-2015) (000 \$US)**

Requises/Non requises selon le modèle	2013	2014	2015	Total (2012 à 2014)	Total (2015 à 2020)	Total Après 2020
<b>Requises pour la conformité</b>						
APA approuvés (y compris les PGEH) et coûts standard	38 906	28 427	29 951	97 284	31 711	
PGEH – Phase I	2 481	3 204	817	6 502	103	
PGEH – Phase II		187	9 080	9 267	96 945	4 237
Préparation des PGEH – Phase II	1 186	2 653	1 085	4 925	2 384	
BM	75	321		396		
<b>Non requises pour la conformité</b>				0		
Destruction des SAO	1 020			1 020		
Assistance technique dans les pays à température ambiante élevée due aux HCFC	158			158		
BM		73		73		
<b>Total</b>	<b>43 825</b>	<b>34 865</b>	<b>40 932</b>	<b>119 623</b>	<b>131 144</b>	<b>4 237</b>

### Indicateurs d'efficacité

26. Le tableau 4 présente un résumé des indicateurs d'efficacité de l'ONUUDI, conformément aux décisions 41/93, 47/51 et 49/4 d).

Tableau 4

### INDICATEURS D'EFFICACITÉ

Éléments	Objectifs 2013
Nombre de programmes annuels d'accords pluriannuels approuvés, par rapport au nombre prévu (nouveaux programmes plus tranches des APA en cours)	29
Nombre de projets/d'activités individuels (projets d'investissement et de démonstration, assistance technique, renforcement des institutions) approuvés, par rapport au nombre prévu	11
Activités-repères achevées/niveaux de SAO atteints pour les tranches annuelles d'APA approuvés, par rapport au nombre prévu	26
Élimination de SAO par des projets individuels, par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	72,4
Achèvement de projets (conformément à la décision 28/2 pour les projets d'investissement) et selon la définition pour les projets ne portant pas sur des investissements, par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	7
Nombre d'activités d'assistance en matière politique/réglementaire achevées, par rapport au nombre prévu	À déterminer
Rapidité d'achèvement du volet financier, par rapport aux dates d'achèvement prévues dans les rapports périodiques	12 mois après l'achèvement des opérations
Remise des rapports d'achèvement de projet dans les délais prévus, par rapport au nombre convenu	À temps
Remise des rapports périodiques et des réponses dans les délais prévus, sauf stipulation contraire	À temps

27. Selon le rapport périodique de 2011, à l'exclusion des projets d'accords pluriannuels, l'objectif de destruction devrait être de 55,4 tonnes PAO. L'objectif de l'ONUDI concernant l'achèvement des projets devrait être de 6, dont deux projets de démonstration, trois projets d'investissement et un projet de renforcement des institutions, mais à l'exclusion des accords pluriannuels et de la préparation de projets.

### **Questions d'orientation**

28. L'ONUDI a soulevé une question d'orientation dans son plan d'activités détaillé, à savoir, la nécessité des projets de démonstration sur des solutions de remplacement du bromure de méthyle dans les applications sanitaires et préalables à l'expédition dans sept pays sélectionnés. Puisque le bromure de méthyle dans ces applications n'est pas une substance réglementée, le Secrétaire du Fonds a demandé à l'ONUDI de retirer ces projets de son plan d'activités. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner si le financement des projets de démonstration sur des solutions de remplacement du bromure de méthyle dans les applications sanitaires et préalables à l'expédition pourrait être ajouté dans le plan d'activités de l'ONUDI.

### **RECOMMANDATIONS**

29. Le Comité exécutif pourrait :

- a) Prendre note du plan d'activités de l'ONUDI pour 2013-2015, tel que contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/69/10 ;
- b) Approuver les indicateurs d'efficacité de l'ONUDI présentés dans le tableau 4 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/69/10, tout en fixant un objectif de 55,4 tonnes PAO pour la destruction des SAO pour les projets individuels et de 6 pour l'achèvement des projets ; et
- c) Examiner si le financement des projets de démonstration sur des solutions de remplacement du bromure de méthyle dans les applications sanitaires et préalables à l'expédition devrait être ajouté dans le plan d'activités de l'ONUDI.



**UNIDO  
BUSINESS PLAN 2013**



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

## EXECUTIVE SUMMARY

The 2013 Business Plan of UNIDO together with the forecast for 2014 and 2015 represents the Rolling Business Plan of Montreal Protocol activities of the Organization. Funding estimates up to 2020 have also been provided. This provides useful information for Executive Committee members for the funding needs to reach the 2013, 2015 and 2020 control measures for HCFCs.

UNIDO's Business Plan was prepared based on the previous rolling business plan, taking into consideration the approvals and experience of previous years, the requests received from Article 5 countries, priorities established and the decisions taken by the Executive Committee, in particular Decision 60/44 and 60/5. It also reflects the discussions held in Montreal during the Inter-Agency Coordination Meeting on 30 January - 1 February 2013. It is also largely inspired from the historical decision of the 19<sup>th</sup> Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects. The countries' needs have been calculated based on approved HPMPs and based on reported HCFC Baseline consumption.

In 2013, UNIDO will submit for approval by the Executive Committee forward commitments amounting to USD 35.8 million. New activities are focusing mainly on HCFC phase-out, ODS destruction demonstration projects and renewal of institutional strengthening projects with a total value of USD 7.0 million (including Core Unit Funding). Last but not least, USD 1.2 million is earmarked for the preparation of Stage II HPMPs in 2013. As listed in the business plan, about 88% (US\$ 38.7 million) of UNIDO's 2013 Business Plan is focusing on the phase out of HCFCs.

Decision 67/15 has maintained the administrative cost regime with the following modifications for the 2012-2014 triennium: For new projects with a value over USD 250,000 as well as for institutional strengthening and project preparation activities approved at the 67<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee and after are subject to 7% agency fee. Support cost for Agreements made before the 67<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee remained valid. Furthermore, for Core Unit Funding an annual increase of maximum 0.7% is allowed for the current triennium. For this reason and in line with the Fund Secretariat's recommendation, Core Unit Costs for the years 2013-2020 have been budgeted based on a maximum 0.7 % increase. Thus, **USD 2,012,442** has been allocated for the Core Unit for the year 2013.

The total amount foreseen in UNIDO's 2013 Business Plan, including forward commitments, new investment, non-investment activities, project preparation and funding of core unit is **USD 44.1 million** including support costs and with an impact of **811 ODP** tonnes.

USD 41.2 million worth of projects are earmarked for 2014 with an impact of 652 ODP tonnes, while for 2015 USD 61.9 million with an impact of 796 tonnes of ODP tonnes are forecasted.

## **A. MULTILATERAL FUND TARGETS**

### **1. CONTEXT**

UNIDO prepared its business plan for 2012 to 2014 based on ExCom decision 54/39, 60/5, 60/11, 60/44, 61/5 and 62/5 as well as the Government requests received from Article 5 countries. An inter-agency coordination meeting was held on 30 January-1 February 2013 in Montreal, Canada. Considering the draft business plans submitted by all implementing and bilateral agencies and the compliance-oriented model, the Secretariat identified the countries that are in need of assistance in order to comply with the various phase-out schedules, for which no activities were included in the business plans of implementing agencies and pointed out cases where a duplication of activities occurred among the various implementing agencies. Furthermore, during the coordination meeting, agencies were requested to include project preparation funding for Stage II HPMPs for all countries as well as funding estimates for potential Stage II activities.

The countries' needs have been calculated for most countries based on the actual HCFC baseline data as well as based on approved HPMP Agreements.

The Business Plan is also largely inspired from the historical decision of the 19<sup>th</sup> Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects.

Activities related to production sector phase-out activities for Mexico and Venezuela were part of UNIDO's draft business plan, however, agencies were requested by The Fund Secretariat to remove HCFC production phase-out activities for swing plants, which are currently not eligible. It is to be highlighted that those few countries with HCFC production facilities may face difficulties in case no assistance is given to them for the production sector phase-out and a delayed decision on the subject can hinder synchronized production/consumption phase-out.

## 2. RESOURCE ALLOCATION

In 2013, UNIDO is planning to submit US\$ 44.1 million worth of projects, the majority of which is focused on phase-out of HCFCs.

HCFC phase-out activities form large part of UNIDO's 2013 Business Plan. Most HPMPs for non-LVCs include investment projects for the conversion of manufacturing enterprises to HCFC-free alternatives taking into consideration new technological developments to ensure sustainable conversion of HCFC-based manufacturing enterprises.

In line with the discussions held during the inter-agency coordination meeting in Montreal (early February 2013), funding requests for the preparation of Stage II HPMPs as well as funding estimates for Stage II HPMPs have been included in the 2013-2020 business plan. In general, it is estimated the project preparation funding should be approved 2 years before the last tranche of Stage I. However, there are exceptions, in particular in non-LVC countries with extended commitments, whereby no funding is scheduled between 2015 and 2017 or 2018. In such cases, project preparation is required 1 or 2 years before the penultimate tranche of Stage I. UNIDO made careful consideration of each country to ensure smooth implementation, without interruptions between Stage I and Stage II activities.

A joint UNIDO-UNEP project proposal is included in the 2013 Business Plan for the promotion of low GWP Refrigerants for Air-Conditioning sectors in high-ambient temperature countries. This project aims to facilitate the technology transfer and experience exchange of low-GWP alternatives for the air-conditioning sectors in high-ambient temperature countries, promote the decision making to move towards such alternatives, encourage the development of local/regional standards that ease the introduction of hazardous alternatives and ensure information sharing amongst concerned parties.

In addition, three ODS destruction demonstration projects for the Europe Region, Lebanon and Algeria will be submitted in 2013.

UNIDO will continue to provide assistance to countries to completely phase-out methyl bromide by 1 January 2015.

Furthermore, renewal of institutional strengthening projects form part of UNIDO's 2013-2015 Business Plan.

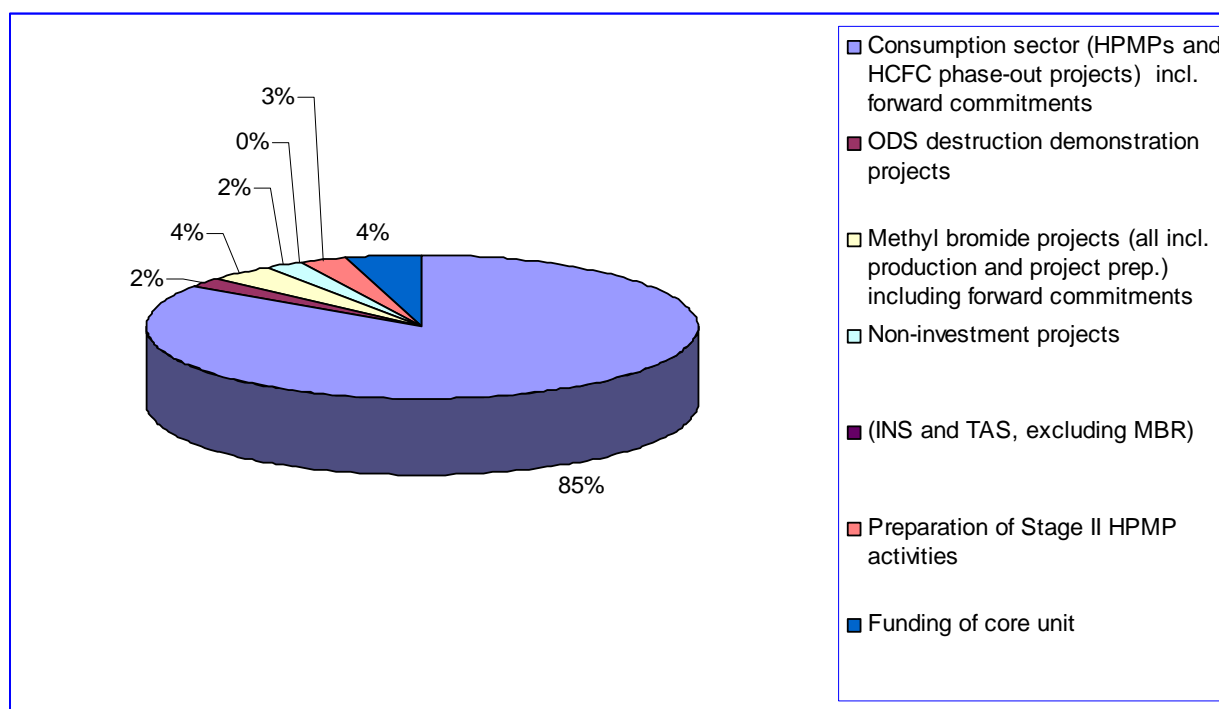
The total budget for 2013 for the above activities is US\$ 42,064,989 plus US\$ 2,012,442 core unit funding for UNIDO. Table 1 below summarizes the resource allocation of UNIDO's 2013 Business Plan. The details of UNIDO's 2013-2015 Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

**Table 1. Resource allocation**

Pos.	Type/sector	USD (incl. support cost)	Share of Business Plan allocation (%)
(a)	Consumption sector (HPMPs and HCFC phase-out projects) incl. forward commitments	37,161,358	84.3
(b)	ODS destruction demonstration projects	1,019,500	2.3
(c)	Methyl bromide projects (all incl. production and project prep.) including forward commitments	1,666,218	3.8
(d)	Non-investment projects (INS and TAS, excluding MBR)	973,826	2.2
(e)	Preparation of Stage II HPMP activities	1,244,086	2.8
(f)	Funding of core unit	2,012,442	4.6
	<b>Total</b>	<b>44,077,430</b>	<b>100%</b>

The details of the 2013-2015 rolling Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

### Resource allocation as per Table 1



### **3. GENERAL OVERVIEW ON ASSISTANCE TO COUNTRIES IN NON-COMPLIANCE**

Currently all countries presented in the business plan are in compliance with regard to their obligations towards the Montreal Protocol. Countries that were noted to be in non-compliance during prior meetings of the parties are now in compliance. However, several parties have not reported 2011 data. Following the recommendation of Implementation Committee under the Non-Compliance Procedure for the Montreal Protocol, UNIDO will work closely with the countries and assist to report the required data to the Ozone Secretariat.

Additionally several parties are in the process of reviewing the previously reported consumptions. UNIDO will also continue to provide support to the countries for the collection and verification of required information for the revision of their baseline data on hydrochlorofluorocarbon consumption data

### **4. PROGRAMME EXPANSION**

In the years 2013 to 2015 UNIDO aims to enhance its assistance to Article 5 countries by strengthening its project portfolio through the implementation of HCFC phase-out management plans and HCFC phase-out investment and demonstration projects.

The main objective of this Business Plan is to assist Article 5 countries in meeting their obligations under the Montreal Protocol, in particular the 2013 Freeze target and the 10% reduction target in 2015 for HCFCs as well as the complete phase-out of methyl bromide by 2015.

The analysis of the activities of UNIDO's Business Plan reveals that the major share of UNIDO's MP project portfolio consists of HPMPs including HCFC investment activities in different sub-sectors;

In 2013, UNIDO will continue to cover all regions (Latin America and the Caribbean, Africa, Asia and Pacific, Europe) with planned activities in various sectors and countries (including non-investment activities and project preparation).

The following section summarizes the activities contained in UNIDO's 2013 Business Plan sorted by region.

**Africa**

In Africa, funding requests for eight (8) countries, with a total value of USD 5,333,000 will be submitted in 2013. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, as well as Preparatory Assistance Projects for HPMP Stage II. Also one Demonstration Project for ODS Destruction will be submitted. UNIDO is cooperating with UNEP on several HPMPs in African countries.

**Asia**

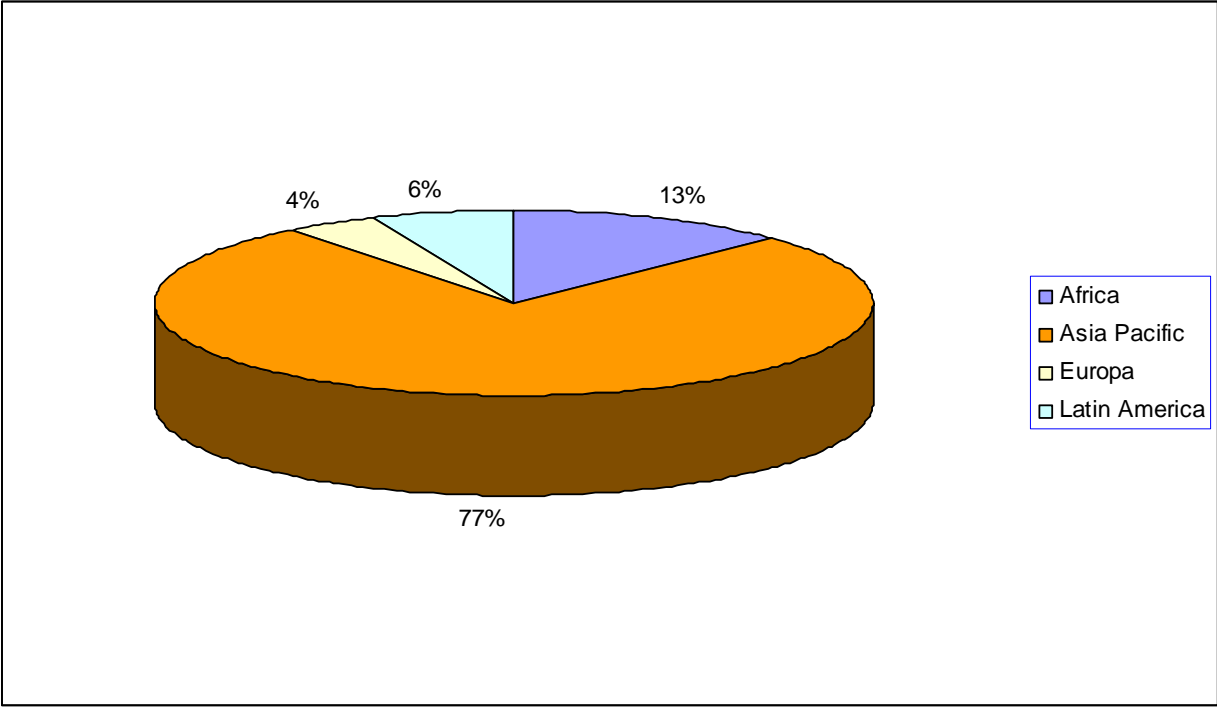
In Asia requests for funding for eleven (11) countries, and one (1) regional project with a value of USD 32,157,000 will be submitted in 2013. This represents about 77% of the total Business Plan for 2013. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, as well as Preparatory Assistance Projects for HPMP Stage II. UNIDO will also submit technical assistance projects, institutional strengthening projects and ODS destruction demonstration projects.

**Europe**

In Europe, requests for nine (9) countries and one (1) regional, with a value of USD 1,870,000 will be submitted in 2013. The main focus will be in HPMP, HCFC Investment Project, and Preparatory Assistance for HPMP Stage II.

**Latin America and the Caribbean**

In Latin America and the Caribbean Region, requests for seven (7) countries, with a value of USD 2,681,000 will be submitted in 2013. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, as well as Preparatory Assistance Projects for HPMP Stage II. UNIDO will submit one Institutional Strengthening project and two methyl bromide Investment Projects.





## PERFORMANCE INDICATORS

The 47<sup>th</sup> ExCom Meeting has reviewed the weighting of the existing performance indicators. The new weightings, based on decision 47/51, are indicated in the below table.

<b>Performance Indicator</b>	<b>Item</b>	<b>Weighting</b>	<b>Target 2013</b>
Approval	Number of annual programmes of multi-year agreements approved	15	29
Approval	Number of individual projects/activities (investment projects, methyl bromide, halon banks, TAS) approved	10	11
Implementation	Milestone activities completed/ODS levels achieved for approved multi-year annual tranches versus those planned	20	26
Implementation	ODP phased out for individual projects	15	72.4
Implementation	Project completion (pursuant to Decision 28/2 for investment projects) and as defined for non-investment projects	10	7
Implementation	Policy/regulatory assistance completed	10	N/A
Administrative	Speed of financial completion	10	12 months after operational completion
Administrative	Timely submission of project completion reports	5	On time
Administrative	Timely submission of progress reports and responses unless otherwise agreed	5	On time

Based on Decision 49/4, the performance indicator on milestone activities for MYAs was changed as listed now in the above table.

## **POLICY ISSUE ON QPS APPLICATIONS**

UNIDO's draft 2012-2014 Business Plan included requests for project preparation for the development of "Demonstration projects on Alternatives to Methyl Bromide for Quarantine and Pre-Shipment (QPS) applications in seven selected countries.

The requests were removed from UNIDO's final Business Plan, as requested by the MLF Secretariat during the IAs coordination meeting in 2012.

UNIDO has put forward these proposals to ensure long-lasting technical sustainability of phase-out projects and programmes. MBTOC assessed that the amount of MB used for QPS applications in 2010, for the first time, was higher than for controlled uses. MBTOC emphasized that the increased use of MB for QPS is offsetting the gains made by reductions in controlled uses. Furthermore, the MBTOC report indicates that 20-35% of present global QPS use can be replaced with alternatives available today and consideration to adoption of alternatives for the major QPS uses (timber, WPM, grain, logs) could be considered.

In this connection, some countries have started introducing measures for controlling QPS applications and promoting MB replacement. The USA, for example, has introduced control in QPS uses (import, export and domestic); promote, when possible alternatives that could replace MB use; and develop new treatments. The EU banned all uses of MB including QPS in 2010, including measures taken to stop MB usage by authorizing and promoting available alternatives.

On top of the above global consideration, UNIDO is reporting constrains and difficulties in almost all countries (in particular in those where MB consumption for post-harvest applications was big) to reach the complete phase-out of MB for controlled uses while MB for QPS is still authorized and granted. The closer is the date for the 100% phase-out for MB (i.e. 1st January 2015), the stronger these difficulties are.

The objective of the demonstration projects is to demonstrate the technical and economical feasibility of alternative methods for QPS treatment in selected countries from different regions (North or Central America, South America, Sub Saharan Africa, North Africa, East Asia, West Asia and East Europe). These demonstration projects would also include a deep assessment of MB consumption for QPS application in selected countries as well as a map of provenience /destination of treated goods. The project will also include revision of Quarantine policies of selected countries as well as policies of countries of destination/provenience of goods.

Goal of the demonstration projects is to provide an effective tool to governments on updating the national/regional legislations on quarantine (to be considered on a voluntary basis) in order to reduce the MB consumption without jeopardizing the international trade.

## INITIATIVES TO ENSURE COMPLIANCE

Successful and timely implementation of ongoing activities is essential for the current compliance period.

Special attention is provided to countries that may previously have been in non-compliance and that have decisions outlining plans of actions with time-specific benchmarks for return to compliance.

UNIDO has continued to provide supportive initiatives in order to ensure timely project completion of projects approved so far, and to facilitate compliance of the recipient countries with their MP obligations, which supported successful project implementation:

- Regular follow up of the implementation process is being done by the staff of the ozone office together with UNIDO's national and international consultants and project managers. This ensures that effective actions on critical issues such as resolving bottlenecks in site preparation, customs clearance, installation, commissioning and safety certification, monitoring of CFC-related equipment are taken.
- UNIDO is frequently attending Regional Network Meetings and respective workshops providing additional support to our counterpart countries.
- Communication and interaction between regional and country offices about the implementation process has ensured the smooth flow of project plans. As in previous years, directors of UNIDO regional and country offices are regularly briefed at UNIDO HQs on ongoing and possible future activities. They are involved in the implementation process and are following up the progress of the programmes. In turn, the representatives brief headquarter staff working in a specific country on the regular activities in the field and problems faced, if any.
- UNIDO also provides, when requested, support such as policy assistance, putting in place relevant legislation etc. Additionally, UNIDO project managers are visiting the project site, if definitely required.
- Based on recommendation of the Implementation Committee, additional assistance will be offered to the countries with delays in reporting of its ozone-depleting substance data